

Noms des rues : où sont les femmes ?



AFP/Martin bureau

Île-de-France | En ce 8 mars, Journée internationale des droits des femmes, quelle place occupent-elles dans l'espace public ? La féminisation des noms de rues reste encore timide. Mais certaines communes prennent des mesures.

Dossier Réalisé Par Agnès Vives avec Victor Alexandre

Les femmes sont désormais plus nombreuses que les hommes en France. Elles sont aussi majoritaires en Île-de-France. Mais en levant le nez sur les plaques de rues, de bâtiments publics, les noms défilent et les appellations restent en très large majorité

masculines. La faute à des siècles d'invisibilisation des femmes dans l'histoire.

En 2014, une étude choc de l'ONG 100 % féminine Soroptimist révélait que sur 63 500 rues françaises, seules 2 % portaient le nom d'une femme. Ce chiffre aurait grimpé selon les estimations à 5 %-6 % même si aucune autre étude n'a été réalisée depuis. Et les associations féministes le martèlent, la parité dans l'espace public demeure un droit à conquérir, en ce 8 mars, Journée internationale des droits des femmes.

Un taux de 14 % dans la capitale

En Île-de-France, un mouvement semble cependant s'être enclenché. Selon le fichier officiel Fantoir, que « Le Parisien » a examiné — à considérer avec prudence puisque les données sont complexes —, de plus en plus de voies rendent hommage à des figures féminines du monde culturel, artistique, scientifique politique ou sportif. Depuis 2000, on observe ainsi une progression, avec des pics après chaque élection municipale, notamment en 2021, avec 51 nouveaux noms.

L'évolution est nette dans la capitale. La maire de Paris, Anne Hidalgo (PS) a porté le sujet dès son arrivée aux affaires. De 6 % en 2014, le taux de féminisation des espaces publics atteint 14 % en 2022. « C'est un sujet central dans ma feuille de route », confirme Laurence Patrice (PCF), adjointe en charge de la mémoire et du monde combattant. Même si « du travail reste à faire », ici ou là, un élan s'est créé, selon l'élue. « Tout le monde reconnaît l'importance de donner de la visibilité à ces femmes qui ont compté. Cela permet d'inscrire dans le quotidien un champ des possibles pour les jeunes filles. »

En 2022, 67 nouvelles dénominations au féminin ont été enregistrées, parmi 105 hommages. Et ce, « compte tenu de la rareté des nouveaux espaces et de l'impossibilité de débaptiser des voies publiques », précise la Ville de Paris. Lors de la dernière commission de dénomination des voies, places, espaces verts et équipements publics municipaux le mois dernier,

« 52 dossiers ont été étudiés, 28 concernent des femmes et ont été validés ».

La graffreuse disparue Miss. Tic, Florence Malraux ou encore l'Iranienne Mahsa Amini devraient faire leur apparition. Précédemment, la Ville de Paris a aussi bataillé pour mettre à l'honneur des femmes illustres dont le prénom ne figurait pas sur les plaques, comme Marguerite de Rochechouart.

« Un effort louable », selon l'instagrameuse Petrouchka, mais qui est parfois « artificiel ». « Ce sont souvent des endroits assez petits, peu vus des Parisiens et non de grands boulevards », regrette cette enseignante engagée. Depuis le confinement, elle parcourt les rues de la capitale, pour publier une fois par semaine sur le réseau social, texte et dessins afin de « faire connaître » l'histoire de ces femmes. La Ville de Paris avec les mairies d'arrondissement projette d'ailleurs de créer des parcours de femmes, thématiques et individuels, pour mieux faire découvrir toutes ces militantes, résistantes, scientifiques... « On va enrichir les plaques avec des QR code pour accéder à une biographie, des photos », annonce Laurence Patrice.

La ville de Pantin rebaptisée Pantine

Ce mouvement de féminisation des espaces publics gagne aussi la banlieue. Pour un an, la ville de Pantin (Seine-Saint-Denis) est devenue, symboliquement, « Pantine », non sans subir moqueries et dégradations. Mais le maire Bertrand Kern (PS) défend son initiative. « C'est une action pour interpeller, pour que les gens prennent conscience qu'en 2023 il est inconcevable qu'il y ait 100 à 150 féminicides chaque année, que des femmes — à compétence égale — gagnent beaucoup moins pour un même poste, qu'elles s'interdisent certains métiers ou que leur place dans l'espace public ne soit pas acceptée », expliquait-il dans nos colonnes.

Dans le même esprit, en ce 8 mars, la ville de Sceaux (Hauts-de-Seine) rebaptise le lycée Florian en Florianne et se mobilise pour l'égalité. Et de nombreuses municipalités inaugurent à tour de bras de nouvelles artères. Par exemple, Fontenay-sous-Bois (Val-

de-Marne) lèvera le voile ce samedi sur les rues Gisèle-Halimi, Simone-Veil et Agnès-Varda. Ces derniers mois et années, de nombreuses réflexions ont été engagées, par exemple à Bagneux (Hauts-de-Seine), Moissy-Cramayel (Seine-et-Marne)... En Seine-Saint-Denis, l'an dernier, Stéphane Troussel (PS), annonçait que le conseil départemental allait d'ici à 2024, nommer ou renommer 108 bâtiments avec des noms de femmes célèbres. Dans les transports aussi, des stations de métro se féminisent, avec notamment les arrêts Simone-Veil et Lucie-Aubrac. Les deux résistantes figurent dans cet ordre au top des noms de personnalités féminines les plus donnés en Île-de-France (*voir infographie*), suivies de Rosa Parks, à égalité avec l'aviatrice Jacqueline Auriol.

« **Dém masculiniser le monde** »

Mais est-ce suffisant ? « 6 %, ce n'est rien, peste Fabienne El Khoury, porte-parole de l'association Osez le féminisme. Il y a besoin de démasculiniser le monde. Toutes les instances sont occupées par des hommes. Même sur YouTube les dix comptes les plus populaires sont ceux d'hommes. Les petites filles ont aussi droit de grandir dans un monde où le masculin n'est pas partout, pour pouvoir se construire et se projeter. »

Sur le terrain, les associations constatent encore une « lenteur ». « C'est long quand on demande aux municipalités d'apposer une plaque Suzanne-Noël », témoigne Christine Dagain, de l'ONG Soroptimist qui se bat pour la reconnaissance de cette pionnière de la chirurgie esthétique. C'est elle qui a porté l'étude de 2014. Et de conclure : « Tout est question de volonté. »